

## **Intervention du MSC sur "Développement agricole durable, y compris le rôle de l'élevage"**

---

***Troisième orateur - Dennis Olson, UITA***

### ***Reconnaissance de la protection des droits et des moyens de subsistance des travailleurs***

Nous voudrions d'abord saisir cette occasion pour exprimer notre reconnaissance pour la prise en compte dans le document de l'importance des travailleurs agricoles et de l'agroalimentaire dans les systèmes d'élevage, ainsi que la nécessité de mieux protéger leur santé, sécurité et moyens de subsistance.

Cependant, nous nous devons aussi d'exprimer notre déception devant le fait que le passage reconnaissant la nécessité de protéger les travailleurs agricoles migrants ait été laissé de côté. Par conséquent, des millions de travailleurs agricoles à travers le monde restent invisibles et vulnérables face à l'exploitation, tout en apportant une contribution énorme, non reconnue et non-équitable à l'industrie agroalimentaire au niveau mondial, sous la forme de main-d'oeuvre bon marché.

### ***Protéger les travailleurs dans l'agriculture et l'agroalimentaire des pathogènes résistants aux antibiotiques***

Une autre recommandation qui n'a pas été incluse dans le document était un appel à soutenir les recherches identifiant les points d'exposition des ouvriers agricoles de l'élevage aux agents pathogènes résistants aux antimicrobiens afin de développer de meilleures méthodes de gestion permettant de protéger les travailleurs de cette menace grandissante.

L'Assemblée générale a récemment convenu d'un mandat clair en vue de stopper la prolifération de la résistance aux antibiotiques.

L'omission de ce passage est donc une lacune majeure de ce document. Les travailleurs sont en première ligne de ce combat et *doivent donc être inclus* dans le développement de toute solution efficace pour stopper cette menace grandissante.

## ***Réduire l'abus de pouvoir des acheteurs dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire***

Une autre recommandation omise du document appelait les gouvernements à développer de nouvelles mesures antitrust pour réduire les abus de pouvoir des acheteurs dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

En 2010, le rapporteur de l'ONU sur le Droit à l'alimentation a publié un rapport spécial prônant la lutte contre l'abus de pouvoir des acheteurs. Ce rapport avertit que si nous ne parvenons pas à réduire l'abus de pouvoir des acheteurs, il sera impossible de garantir le droit à l'alimentation de tous les acteurs dont les moyens de subsistance sont basés ou sont en rapport avec les chaînes d'approvisionnement des produits alimentaires.

Par conséquent, nous vous invitons à prendre en compte les recommandations de ce rapport et à poursuivre les réformes antitrust qui peuvent efficacement réduire l'abus de pouvoir des acheteurs.

Merci.